Envoyé en préfecture le 26/09/2025

Reçu en préfecture le 26/09/2025

Publié le <sup>29/09/2025</sup>

ID: 029-242900751-20250926-2025\_09\_090-DE

# REPUBLIQUE FRANCAISE DEPARTEMENT DU FINISTERE



## COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LANDIVISIAU

### **CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

séance du 23 septembre 2025

## Délibération n°2025-09-090

Date de convocation : 17 septembre 2025

Conseillers en exercice : 45 Présents : 40 Votants : 45

# Modification du tableau des emplois

L'an deux mil vingt-cinq, le 23 du mois de septembre à 18 heures, le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni à Sizun, salle Saint-Ildut, sous la présidence de M. Henri BILLON, président.

<u>Présents</u>	M. BRETON Jean-Pierre, M. JEZEQUEL Jean, M. DUFFORT Jean-Philippe, Mme CLOAREC Marie-Françoise, M. MIOSSEC Gilbert, M. MICHEL Bernard, Mme PORTAILLER Christine, M. BODIGUEL Robert, Mme PICHON Marie-Christine, M. LE BORGNE Laurent, Mme HENAFF Marie Claire, M. THEPAUT Jean-Jacques, M. POSTEC Jean-Yves, Mme CARRER Bernadette, M. SALIOU Louis, M. POT Dominique, M. BRAS Philippe, Mme POULIQUEN Marie-France, M. GUEGUEN Guy, Mme LE ROUX Catherine, M. CADIOU Bruno, M. GUEGUEN Philippe, M. ABALAIN Jean-Luc, Mme JAFFRES Anne, Mme GUILLERM Babeth, M. RIOU André, Mme MARTINEAU Gaëlle, Mme LE FOLL Sylvie, Mme QUERE Patricia, M. RAMONET Thierry, Mme TORRES Sonia, M. PHELIPPOT Samuel, M. LOAËC Eric, M. PERVES Daniel, M. JEZEQUEL Sébastien, M. ABGRALL Dominique, Mme LE GUERN Marlène, M. GILET Yves-Marie, Mme KERVELLA Julie
Ont donné	M. MORRY Yvan à Mme PORTAILLER Christine
<u>procuration</u>	Mme CLAISSE Laurence à M. SALIOU Louis
	M. PALUD Jean à Mme HENAFF Marie Claire
	Mme ABAZIOU Nadine à Mme TORRES Sonia
	Mme QUILLEVERE Gwénaëlle à M. BODIGUEL Robert
Absent(s)	

Participe aussi à cette séance, M. FLOCH Erwan, directeur général des services

Secrétaire de séance : M. BRETON Jean-Pierre

Le quorum étant atteint, l'Assemblée peut délibérer valablement.

Envoyé en préfecture le 26/09/2025 Reçu en préfecture le 26/09/2025 Publié le <sup>29/09/2025</sup>

ID: 029-242900751-20250926-2025\_09\_090-DE

Conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaire au fonctionnement des services.

Afin d'accompagner le développement du service gym/fitness de la piscine communautaire, qui propose désormais de nouvelles activités axées sur les arts martiaux ainsi qu'une salle de cross training récemment rénovée, il est proposé de créer un poste d'éducateur sportif gym/fitness.

Ce poste, à temps non complet, serait établi sur la base de 11 heures hebdomadaires, afin d'assurer la pérennité de ces activités et de répondre aux attentes des usagers.

Vu le code général de la fonction publique, et notamment son article L313-1;

Vu le tableau des emplois ;

Vu le bureau en date du 16 septembre 2025 ;

Vu la conférence des maires en date du 16 septembre 2025 ;

Ayant entendu son rapporteur, M. Jean-Philippe Duffort, vice-président;

#### Le conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :

#### Crée un emploi permanent à temps non complet à raison de 11 heures hebdomadaires :

Poste	Catégori	Filière	Cadre	Grade
	е		d'emploi	
Educateur sportif	В	Sportive	Educateur	Educateurs des APS
gym/fitness			des APS	Educateurs des APS
				principal 2 <sup>ème</sup> classe
				Educateurs des APS
				principal 1ère classe

L'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L332-14 du Code Général de la Fonction publique.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2ème alinéa de l'article L332-14 du Code Général de la Fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Par dérogation, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article L332-8 2° du Code Général de la Fonction publique pour les besoins des services ou si la nature des fonctions le justifie et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code.

Pour extrait conforme au registre des délibérations, le 26 septembre 2025.

Le Secrétaire de séance, Jean-Pierre BRETON. Le Président, Henri BILLON.



